

Je lui dis que sa décision vient trop tard pour William Morrison et sa famille ainsi que pour d'autres gardiens qui ont eu maille à partir avec des détenus dans le passé. Il importe certes d'agir dès maintenant. Des employés de pénitenciers m'ont dit que depuis l'abolition de la peine de mort et l'imposition de longues peines d'emprisonnement pendant lesquelles un détenu n'est pas admis à la libération conditionnelle, la situation a bien changé dans les institutions à sécurité maximale. Les détenus n'ont plus aucun espoir d'être relâchés dans un délai raisonnable. Rien ne les arrête et ils ne peuvent subir de pire peine que celle qui leur a déjà été infligée.

Le ministre doit modifier sa politique, rassembler les prisonniers violents et dangereux incarcérés dans nos pénitenciers, et prendre les mesures qui s'imposent. Le mieux serait peut-être d'ouvrir ces établissements et de les soumettre à une enquête publique pour que nous sachions ce qui s'y passe. Nous avons demandé la tenue d'une enquête et je réitère notre requête, savoir que le solliciteur général autorise un organisme indépendant et public à examiner le régime pénitentiaire afin d'y apporter des réformes qui me semblent, à moi, nécessaires et essentielles.

M. Ron Irwin (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Monsieur l'Orateur, les députés des deux côtés de la Chambre, je crois, reconnaîtront avec le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosby) que l'événement qui s'est produit à Dorchester était extrêmement grave et tragique. Le mardi 14 octobre 1980, le député a demandé à être informé du nombre d'incidents qui se sont produits dans les établissements fédéraux et des mesures que le solliciteur général (M. Kaplan) avait l'intention de prendre.

Il a également demandé pourquoi le solliciteur avait mis les gardiens et le personnel dans l'impossibilité de faire face à un danger réel. En toute déférence, cette affirmation est exagérée, même si elle s'insère dans une question. Le solliciteur général réfute l'allégation voulant qu'il ait mis les gardiens et le personnel dans l'impossibilité d'agir. Comme il le signalait à la Chambre le 14 octobre, les services correctionnels ont commencé à dresser une liste des criminels les plus dangereux et les plus violents qui se trouvent dans les pénitenciers et qui risquent le plus d'y semer le désordre.

Il ne s'agit pas d'associations de bienfaisance. Tous ceux qui se trouvent dans des pénitenciers ont commis un crime, peut-être même plusieurs. C'est avec ces individus qu'il faut traiter. C'est un travail très difficile. Une fois la liste complétée on étudiera la possibilité d'établir des programmes additionnels au pénitencier afin de mieux protéger les gardiens. Nous sommes tous d'accord que leur tâche est très ingrate et la plupart des gens n'en voudraient pas.

● (2220)

Tous les incidents sont signalés directement au solliciteur général (M. Kaplan) et on enquête sur la sécurité dans chaque cas sérieux. On tente de gagner de l'expérience à la suite de ces incidents en analysant les circonstances et en trouvant des solutions qu'on applique dans tout le pays, quand c'est possible, de façon à empêcher qu'ils ne se reproduisent.

L'ajournement

Plus précisément, on a pris des mesures concrètes pour essayer de résoudre les problèmes difficiles survenus au pénitencier de Dorchester ces derniers mois. A la demande du solliciteur général, l'inspecteur général a enquêté sur tous les incidents graves qui s'y sont produits. C'est ainsi que le solliciteur général devrait recevoir bientôt le plus récent rapport sur le tragique enlèvement d'otages au cours duquel le gardien William Morrison a perdu la vie. Les enquêteurs recommanderont sans doute des mesures à prendre. La direction de l'institution a mis au point un plan d'action afin de revoir et de renforcer les mesures de sécurité du pénitencier. A la fin d'août, celui-ci a été fermé en vue de faciliter la fouille de chaque cellule ainsi que plusieurs fouilles-surprises dans certaines cellules. De nouvelles clôtures ont été installées dans l'enceinte du pénitencier de Dorchester. Les postes et leurs fonctions ont également fait l'objet d'un examen. Malheureusement, le dernier incident tragique s'est quand même produit.

Les pénitenciers de l'ensemble du pays pourront profiter de l'expérience acquise à la suite de la préparation et de la mise en application de ce plan. Néanmoins, nous n'avons pas affaire à une science exacte, mais plutôt à un art. A moins de tuer tous les délinquants, nous continuerons à avoir ce genre de problèmes. Car la seule façon de ne jamais avoir de récidivistes, c'est de tuer tous les délinquants après la première infraction. De cette façon, vous êtes sûrs qu'ils ne récidiveront jamais.

M. Crosby: Ce n'est pas ce qu'affirme votre ministre.

M. Irwin: Tant que nous aurons des prisonniers, nous aurons des difficultés. Notre devoir primordial n'est pas de réhabiliter les délinquants, mais c'est de veiller à la protection des gardes et du personnel de l'institution qui s'occupent des détenus. En deuxième lieu, nous avons le devoir de réhabiliter les criminels.

Le député peut être persuadé que ces problèmes nous préoccupent tous. Nous regrettons cette tragédie autant que lui, mais elle s'est produite et nous devons trouver des solutions.

LES AFFAIRES INDIENNES—L'AIDE FINANCIÈRE AUX BANDES EN CE QUI CONCERNE LE LOGEMENT

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, le 12 mai j'ai posé au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien une question concernant le programme de subventions au logement destinées aux bandes indiennes. Je voulais savoir à quelle date on allait augmenter le montant prévu de \$12,000 par logement. Cette question faisait suite à un certain nombre d'instances que j'avais reçues de bandes indiennes de la région d'Algoma-Manitoulin.

Nul n'ignore que tout le programme de logements concernant les Indiens revêt une priorité spéciale étant donné les besoins. Récemment, à la suite d'un relevé on a constaté que 26 p. 100 des familles indiennes vivent à raison de deux ou trois par logement et que 25 p. 100 des habitations qui se trouvent sur les terres indiennes ont un besoin urgent de réparations. Le manque de logements convenables a entraîné un certain nombre d'autres problèmes de santé et de sécurité, et c'est ce qui explique les nombreuses instances que j'ai reçues de la part des bandes d'Indiens de ma circonscription.